

Le Professeur émérite de l'Université de Technologie de Compiègne François ROMON¹, 3^{ème} fils du Commandant ROMON, nous a donné un article sur son père dont le nom était familier à ceux qui ont fréquenté l'E.A.T. de Montargis (que l'Armée a définitivement quittée cet été 2009) où un amphi et une rue portent son nom. On lira ci-dessous l'épopée d'hommes qui ont consenti au sacrifice suprême pour notre pays.

La résistance du Groupement des Contrôles Radioélectriques (GCR) et du Service des Transmissions Nationales (STN), 1940-1945

De la résistance « institutionnelle », dès le lendemain de l'armistice de juin 1940, à l'engagement dans la résistance clandestine jusqu'à la victoire finale

Synthèse par François ROMON, 3^{ème} fils du Commandant Gabriel ROMON

La résistance du GCR est reconnue, mais elle est mal connue car elle ne rentre dans aucune des catégories définies jusque là par les historiens : elle ne se rattache ni à la France libre ni aux mouvements de la résistance intérieure ; les patriotes du GCR ne sont pas non plus des « vichysto-résistants » et ils n'ont pas attendu la création de l'Organisation de Résistance de l'Armée en novembre 1942 pour combattre l'Occupant. Voici un résumé de l'épopée, extraordinaire, du GCR.

Le GCR est créé dès le lendemain de l'Armistice de juin 1940 en vue de la reprise du combat contre l'envahisseur

Dès août 1940, le général Weygand, alors ministre de la Défense Nationale, veut préserver de la démobilisation ce qui reste des unités des transmissions de l'Armée française, après la débâcle du printemps 1940. C'est ainsi que sont créés trois organismes spécialisés :

- le Service Radioélectrique de Sécurité du Territoire, SRST ;
- le Service des Études de Matériel, SEM ;
- le Groupement des Contrôles Radioélectriques, GCR.

Le SRST, installé à la Ferme de la Rapine, à Lezoux, Puy de Dôme, est dirigé par le commandant Marien LESCHI ; prenant la suite d'une partie des activités du Service Radioélectrique du Territoire, SRT, il assure les liaisons radioélectriques entre l'État-major et les postes de Commandement des huit divisions militaires que nous a concédées l'Occupant, et qui constituent l'Armée d'Armistice.

Le SEM est dirigé par le Commandant, puis colonel, Paul LABAT. Sa section d'études radio s'installe à Saint-Genis-Laval, près de Lyon et sa section d'études télégraphe et téléphone reste à Paris, camouflée au sein de la Direction de la recherche des PTT. Le SEM va poursuivre secrètement la mise au point de matériels de transmission militaire qui étaient encore en chantier lorsque la guerre a éclaté. Il va également prendre en charge la reconstitution en Zone non occupée de la Section radio de l'École Supérieure d'Électricité, en remplacement de l'École de Paris, fermée par l'Occupant.

Le GCR est créé à la demande du colonel MARTY, ancien chef du Groupement d'Écoutes et de Radiogoniométrie, GER, du Grand Quartier Général et maintenant responsable des Transmissions de la Commission d'Armistice. MARTY reprend ainsi le projet de son adjoint, le Capitaine Gabriel ROMON, mon père.

Le GCR est constitué par la réunion du GER et de services d'écoutes issus du SRT. Il est également dirigé par Paul LABAT. Il est directement rattaché au Ministère de la Défense.

¹ François ROMON, 5 Impasse Charrière 75011 Paris, Tél. 01.43.73.34.94, francois.romon@utc.fr

Le GCR comptera pendant l'Occupation jusqu'à 400 agents en Métropole, militaires des Transmissions et spécialistes civils des écoutes radio, répartis dans le Centre d'écoutes principal, installé dans le Château des Cours à Hauterive, près de Vichy, et dans quatre centres secondaires à Francheleins dans l'Ain, Bouillargues près de Nîmes, Bordères sur l'Echez près de Tarbes et Argenton sur Creuse dans l'Indre ; tous donc dans la Zone alors dite « libre ».

Le capitaine puis commandant Gabriel ROMON sera le directeur du centre d'Hauterive, et sera en même temps le directeur technique du GCR.

Le GCR d'Hauterive comprend également une école qui forme des opérateurs radio aptes à écouter de la télégraphie morse à très grande vitesse, et à repérer les sources d'émissions radio par goniométrie.

Le GCR est officiellement chargé d'écouter les émissions radio, militaires et civiles, nationales et internationales, pour les différents départements ministériels du Gouvernement de Pétain. Mais, officieusement, il s'agit bien de sauvegarder le potentiel d'écoutes radio de l'Armée française en vue de la reprise des hostilités contre l'envahisseur.

La création du GCR s'inscrit dans une organisation d'ensemble cohérente et réfléchie de préparation de la revanche, le Cadre Spécial Temporaire des Transmissions de l'État, le CSTTE

Dès la création des trois services, SRST, SEM et GCR, Paul LABAT, aidé par le capitaine Edmond COMBAUX de l'État-major de l'Armée d'Armistice, imagine une extraordinaire opération de camouflage qui va aboutir bientôt à la création du Cadre Spécial Temporaire des Transmissions de l'État, CSTTE, une véritable opération de résistance institutionnelle. Dans le même temps où est promulguée la loi du 7 décembre 1940 instituant le CSTTE, le général Huntziger (qui a succédé à Weygand comme ministre de la Défense Nationale) signe un accord secret avec Charles LANGE, Directeur des télécommunications des PTT, pour que les officiers des Transmissions affectés au CSTTE, bien que démobilisés, puissent continuer leur carrière militaire et soient toujours à la disposition de l'État-major.

Ce montage permet d'accueillir au sein des PTT des militaires spécialisés sans avoir à les compter dans l'Armée d'Armistice, limitée par l'Occupant à 100.000 hommes. Le commandant André MESNIER utilise ses fonctions à la Direction des Services de l'Armistice à Vichy, pour couvrir de son mieux ce camouflage de ses collègues officiers des Transmissions.

Dès février 1941, six premiers officiers des Transmissions en congé d'armistice, dont Paul LABAT, Marien LESCHI et Gabriel ROMON sont affectés au CSTTE : ces hommes figureront ainsi parmi les tous premiers membres de l'Armée secrète. Par la suite, d'autres spécialistes des Transmissions de l'armée de terre mais aussi de l'air et de la Marine seront affectés au CSTTE. Paul LABAT, qui dirige déjà le SEM et le GCR, est également le directeur du CSTTE ; il va ainsi devenir le principal organisateur de la résistance au sein des transmissions de l'Armée d'Armistice.

Le montage du CSTTE est un extraordinaire mélange de civil et de militaire : ce sont les chefs militaires qui le créent, qui décident de son organisation, qui y nomment les « officiers - ingénieurs » qui y travailleront, mais ils camouflent le tout à l'intérieur de l'Administration des PTT. Le choix du qualificatif « temporaire » dans le titre de ce montage, est à lui tout seul un programme de résistance.

Ce tour de passe-passe administratif est certainement facilité d'abord par la compétence technique des officiers des Transmissions en question, valorisable aussi bien dans des activités civiles que militaires, ensuite par le fait que les PTT sont alors une administration et enfin par la solidarité traditionnelle entre anciens des grandes écoles de la République, en l'occurrence de l'École Polytechnique. En effet, le Directeur des télécommunications des PTT, Charles LANGE, qui a couvert l'opération, est X 1919, comme Paul LABAT ; Marien LESCHI est X 1922, Edmond COMBAUX et André MESNIER sont X 1924 et Gabriel

ROMON est X 1925. Tous sont également diplômés de la même section radio de l'École Supérieure d'Électricité.

Le Général MERLIN, Directeur des Transmissions, écrit en 1947² : « L'idée dominante de la création du CSTTE était de constituer une réserve de personnels de choix, et de les placer dans un milieu où leurs activités techniques pourraient se développer largement afin de les trouver, perfectionnées et entraînées, le jour où l'Armée pourrait retrouver sa pleine indépendance dans une France libérée. Sans que le mot ait été prononcé, le CSTTE était dans l'esprit des LABAT, des ROMON, et des LESCHI, un des premiers chaînons de l'Armée clandestine ».

Alors que l'activité du SRST de Marien LESCHI s'exerce ouvertement, le GCR de Paul LABAT est maintenu dans l'ombre autant que possible. Aucun texte ne fait mention de ses missions effectives. En mai 1941, le GCR sera rattaché non plus au Ministère de la Défense Nationale, mais au Secrétariat d'État à la Communication, comme les PTT.

L'organisation de la résistance au sein des Transmissions de l'Armée d'Armistice s'étend à l'Afrique Française du Nord, AFN

Sous l'impulsion du Général Weygand, maintenant Délégué général du gouvernement et Commandant en chef en Afrique française, un GCR est créé en AFN, qui va se coordonner avec celui de la Métropole.

Avec la complicité de l'Office chérifien des PTT, à l'instar de ce qui s'est passé en Métropole, le CSTTE du Maroc est créé le 10 avril 1941. Le 17 décembre 1941 est créé, sur le même modèle, le CSTTE d'Algérie, avec l'appui de Monsieur ESCANDE, Directeur général des PTT d'Algérie ; le CSTTE de Tunisie suivra peu après.

L'ensemble des CSTTE, métropolitain et d'AFN, est placé sous la responsabilité d'un Comité de Coordination des Télécommunications Impériales, créé pour l'occasion, dans le but de rassembler et de coordonner les moyens de transmissions militaires français, tant en métropole que dans l'Empire colonial. Il est présidé par le Contre-amiral BOURRAGUE.

Le GCR mène secrètement des activités de renseignement au service de la Résistance et des Forces alliées

Très vite, sous l'impulsion de Paul LABAT et de Gabriel ROMON, le GCR mettra le matériel et les compétences d'écoute radio dont il dispose au service de la Résistance et des Forces alliées.

Il mènera en particulier les actions suivantes, déterminantes pour la libération de notre pays :

- suivi des émissions radio clandestines à destination des Alliés pour prévenir les résistants d'un éventuel repérage par la radiogoniométrie de la police allemande ; les observations faites par le GCR, transmises à Londres, seront à l'origine de l'amélioration, par les autorités alliées, des procédures de sécurisation des émissions clandestines ;
- interception des messages militaires allemands stratégiques et collecte d'informations sur les forces d'occupation, notamment l'identification et la localisation des réseaux de transmission de la Wehrmacht et de la Gestapo ;
- constitution de dépôts clandestins de matériel de transmission militaire.

Jusqu'en Novembre 1942, le GCR mènera ses activités de résistance avec l'accord tacite de l'État-major de l'Armée d'Armistice.

Le résultat des écoutes réalisées par le GCR est exploité par un prolongement clandestin de l'Etat Major de l'Armée d'Armistice installé à Lyon sous le couvert de la société Technica et par le contre-espionnage français, dirigé par Paul PAILLOLE, camouflé dans un « Service des Travaux ruraux ». Il est communiqué également au Bureau Central de Renseignement et d'Action de la France libre, et au MI6 de l'Intelligence Service, à Londres.

² Revue des Transmissions (1947, Numéro spécial, Général MERLIN), *Les Transmissions en métropole de septembre 1940 à l'Armistice de mai 1945, août 1947*

Lorsqu'ils sont codés avec Enigma, le décryptage des messages allemands interceptés est fait clandestinement à Uzès par le commandant BERTRAND (PC « CADIX »).

La volonté du Haut commandement de l'Armée d'Armistice de soustraire du contrôle de l'Occupant les moyens du renseignement militaire que sont les écoutes radio est manifeste ; pour autant, il n'a sans doute pas anticipé son évolution vers une résistance active, en opposition de plus en plus radicale avec la politique menée par le gouvernement de Vichy pour lequel, pourtant, il travaillait officiellement.

À partir de novembre 1942, avec la dissolution de l'Armée d'Armistice, la résistance du GCR se poursuit, mais camouflée au sein des PTT

En novembre 1942, après le débarquement allié en AFN, et avec l'occupation de la Zone « libre » par l'Armée allemande, l'Armée d'Armistice est dissoute, ses unités de transmissions également.

Mais, grâce au CSTTE, de nombreux officiers des Transmissions sont déjà camouflés en ingénieurs au sein des PTT ; ils n'ont donc pas à choisir entre accepter la démobilisation ou prendre le maquis, comme le fera, par exemple, le général Frère en créant l'Organisation de la Résistance de l'Armée, ORA, mais ils doivent adapter leurs activités de résistance à la nouvelle donne. Finie, en effet, la couverture officieuse de leur hiérarchie militaire ; ils devront maintenant prendre les risques seuls, sachant que la radio clandestine était considérée par la Gestapo comme la plus dangereuse des activités qu'elle appelait « terroristes ». Celui qui était pris n'avait pratiquement aucune chance d'échapper à la mort. Le Général COMBAUX, Inspecteur Général des Transmissions, écrit³ :

« C'est le plan établi par l'Etat-major de l'Armée et accepté par l'Administration des PTT qui a été le fondement solide de ce que j'appelle la « résistance institutionnelle » de la radiotélégraphie militaire. Dans le cadre préparé par cette « résistance institutionnelle » la résistance individuelle allait naître et se développer avec une grande force. [...] Comment ROMON, tel que je le connaissais [...] pouvait-il, au moment où nous mettions le GCR entre ses mains faire autre chose que de tourner celui-ci contre l'ennemi ? » [...]

« Qu'un pareil camouflage ait pu réussir dans l'atmosphère trouble de Vichy et de Paris où se heurtaient et se surveillaient l'un l'autre le parti de la Résistance et celui de la Collaboration, que l'organisation entière ait pu tenir pendant près de quatre ans et qu'elle ait pu, malgré les coups qui la frappèrent, la démantelèrent de toutes parts, subsister jusqu'à la Libération sans dévier de son esprit et de son rôle, voilà qui paraît tenir du miracle. Or de miracle, il n'y en eut point, en dehors de l'extraordinaire et admirable réseau de volontés qui s'était librement formé pour soutenir d'abord et défendre ensuite l'œuvre entreprise. Et trop nombreux pour les citer sans risquer d'en omettre, furent ceux qui, militaires ou civils, de haut rang ou de bas emploi, poussèrent jusqu'au sacrifice leur dévouement à la Patrie. Grâce à eux, même aux heures les plus sombres, la télégraphie militaire n'a jamais interrompu son silencieux dialogue avec la victoire ».

Contrairement au SRST et au SEM, le GCR est maintenu par l'Occupant mais sa mission est réduite aux écoutes de presse et aux écoutes commerciales. En avril 1943, Paul LABAT et Gabriel ROMON sont mutés à la Direction des PTT à Paris. Il s'agit d'essayer de protéger ces officiers, trop compromis, en les éloignant du GCR, qui est maintenant constamment surveillé par la Gestapo. Peine perdue : ils vont, au contraire, s'impliquer de plus en plus dans des mouvements et des réseaux clandestins. Paul LABAT s'engagera dans le Réseau Kléber et le Réseau Gallia. Gabriel ROMON va prendre le commandement des transmissions de l'Armée Secrète. Il participera, avec le Réseau Noyautage de l'Administration Publique, le NAP, au sabotage des lignes PTT utilisés par la Wehrmacht.

³ Lettre au général Jean GUERIN, 8 avril 1969, Archives Général AUGIER, 1969/04/08, pp. 2-3. Revue des Transmissions (1957, n° 75, COMBAUX), *Histoire des Transmissions*, novembre-décembre 1957, pp. 35-58

Pour le GCR d'AFN, le débarquement des Alliés a des conséquences inverses de celles qu'il a eues pour le GCR métropolitain. Le Gouvernement Provisoire de la République Française qui s'installe à Alger a grand besoin d'être informé de la situation dans le Monde ; il demande que des moyens supplémentaires soient consacrés par le GCR à l'enregistrement des émissions radio de la presse internationale. L'occupation de la Zone sud entraîne par ailleurs le repli sur l'AFN des responsables des services de renseignement de l'Armée d'Armistice dissoute et il existe donc maintenant sur place, à Alger, des spécialistes en mesure d'orienter et d'exploiter les écoutes. Enfin, le GCR d'AFN est mis en contact directement et officiellement avec le Signal Intelligence Service, l'équivalent américain du GCR, qui est responsable des écoutes radio pour le Commandement allié en AFN.

En juin 1943 de nombreux opérateurs radios du GCR choisissent la clandestinité en gardant des complicités au sein de l'organisme officiel toléré par l'Occupant.

En juin 1943, mon père crée le Service des Transmissions Nationales, STN, en recrutant et en formant des opérateurs radio, dont beaucoup seront issus du GCR ; il les met à la disposition du célèbre Réseau de renseignements Alliance. Seront ainsi ouvertes plusieurs centrales d'écoute entièrement clandestines, indépendantes du GCR, dont celle de la rue Nollet à Paris 17^{ème}, et celle du Vigan dans le Gard.

Le STN se fixe comme objectifs de fournir aux alliés le maximum de renseignements sur l'armée d'Occupation et de mettre sur pied, sitôt le débarquement, un réseau de transmissions pour les armées alliées. Le STN fournit également un bulletin quotidien d'informations sur les forces d'Occupation au Conseil National de la Résistance, CNR, de Jean Moulin.

Plusieurs agents restés au GCR communiquent secrètement à leurs anciens collègues passés dans la clandestinité du STN les informations qu'ils ont collectées et que ceux-ci transmettront aux commandements de la Résistance et des Forces alliées.

Grâce au STN, l'activité secrète du GCR va ainsi se poursuivre pendant plus d'un an après l'invasion de la Zone sud. Mais elle sera brutalement interrompue en décembre 1943 par l'arrestation du Commandant ROMON et de ses principaux agents.

Dès 1943, la Gestapo traque sans relâche les membres du GCR rentrés dans la clandestinité, les centres secondaires du GCR sont démantelés en mai 1944

En 1943, la répression nazie s'intensifie, la Milice de Pétain se déchaîne. André CHAPUIS, ancien du centre du GCR d'Argenton sur Creuse et Armand BOUVIER, ancien du centre de Francheleins, tous deux passés dans la clandestinité, sont arrêtés en juin 1943. Jean PORTENART, André CHANSON et Maurice RIVET, anciens du GCR d'Hauterive, René LEBRE du GCR de Bouillargues sont arrêtés en septembre 1943; Hugues MONCLIN du GCR d'Argenton sur Creuse et Alfred DUGAS, membre du STN, en novembre 1943.

Le 12 décembre 1943, la Gestapo vient frapper à la porte du domicile du commandant ROMON, Route de Thiers à Saint-Yorre, commune voisine de celle d'Hauterive. Mon père est effectivement là, venu de Paris passer le dimanche en famille. Mes frères ont alors onze et dix ans ; moi je suis dans mon berceau, je n'ai que trois mois. Les gestapistes emmènent Gabriel ROMON : nous ne le reverrons plus jamais. Ma mère, aidée de mon frère Philippe, parvient à donner l'alerte dans la nuit. Certains réussissent à s'enfuir, dont Le lieutenant ZECHT et le sergent ROBERT qui vont rejoindre le maquis. Mais, le lendemain même, le capitaine COLLARD, l'ingénieur GAILHAC, le responsable des services administratifs QUESNEL, le mécanicien chef LEYSER, le chef de section ROCHART sont arrêtés au Château des Cours ; ils seront tous déportés. Le GCR d'Hauterive est complètement décapité.

La traque continue avec l'arrestation de Robert CAUSSAIN, ancien du centre de Bouillargues en février 1944. Mais c'est en mars 1944 que les coups portés par la Gestapo seront les plus nombreux : Emile GLEVAREC ancien du GCR de Bordères et Roger DELILLE, membre du STN, sont arrêtés en pleine activité de communication vers Londres à

la centrale clandestine du STN de la rue Nollet à Paris. Dans le même mois de mars 1944, la Gestapo, aidée de la Milice de Pétain, procède à de nouvelles arrestations au sein même des centres du GCR : Jacques JAFFRY, Oscar HOSCH et Joseph SINGER sont arrêtés à Vichy et à Hauterive ; René METRAT, le chef du centre, est arrêté à Bouillargues.

Le 28 mars 1944, c'est au tour du colonel LABAT d'être arrêté à Paris et le 4 avril 1944 c'est à celui du lieutenant BERMAN du GCR d'Hauterive, également à Paris. Le Secrétaire de la Mairie d'Hauterive, Auguste DOUARRE, qui avait établi de faux documents d'identité aux deux alsaciens du GCR, Oscar HOSCH et Joseph SINGER, est arrêté lui aussi, Il mourra en déportation.

La Gestapo poursuivra les résistants du GCR jusqu'aux derniers instants de l'Occupation. Ainsi, Louis LETAILLEUR du GCR d'Argenton sur Creuse et Roger FOIX du centre d'Hauterive seront arrêtés en avril et mai 1944. André MESNIER de la Direction des Services de l'Armistice est arrêté en mai 1944. François FLEURET sera arrêté, lui, au début de l'été 1944.

Enfin, Louis LOUYS du GCR de Bordères sera arrêté en juillet 1944, quelques semaines seulement avant la libération de Paris.

Les centres secondaires du GCR seront fermés par l'Occupant en mai 1944. Le centre d'Hauterive ne subsistera que pour quelques missions d'écoutes civiles ; l'école des radios d'Hauterive continuera également ses activités.

Au total la Gestapo aura arrêté vingt sept agents ou stagiaire du GCR et du STN.

Août 1944 : le STN participe à la Libération de Paris

Les membres du STN rescapés participent à l'occupation de Radio-Paris avec les insurgés de la Capitale ; ce sont eux qui remettent en marche les équipements qui vont permettre la diffusion des messages de la Résistance et des informations sur l'avancée de la 2ème DB. Ils y installent également un centre d'écoutes des émissions radio des forces allemandes pour le plus grand bénéfice des armées alliées.

En septembre 1944, le GCR est reconstitué à Paris et à la Forteresse du Mont Valérien ; en 1946 il est intégré au contre-espionnage national

Le 4 septembre 1944, le général MERLIN, commandant des Transmissions en AFN, arrive à Paris en provenance d'Alger, il est nommé commandant en chef des Transmissions. L'une de ses premières décisions est de remettre sur pied le GCR, qui est alors intégré à la Direction Générale des Services Spéciaux, DGSS, regroupant les services de renseignement de la France Libre de Londres et ceux de l'Armée d'Afrique d'Alger.

Le 6 novembre 1944, la DGSS devient la Direction Générale des Études et de la Recherche, DGER ; elle est rattachée au Gouvernement Provisoire de la République Française.

Le 8 mai 1945 est créé le Centre National d'Études des Télécommunications, CNET, rattaché au Ministère des PTT. Cet organisme, qui va bientôt devenir le très important centre de R&D de l'opérateur national France Télécom, a été conçu dans la Résistance. Les services spécialisés des Transmissions créés sous l'Occupation contribuent largement à sa mise sur pied en détachant dans ses laboratoires d'études leurs meilleurs techniciens.

Le GCR va être l'organisme relevant des Transmissions qui va se reconstituer le plus rapidement et atteindre un développement que nul n'avait pu prévoir.

La Direction du GCR est installée à la Caserne de Latour-Maubourg à Paris ; son Centre principal est à la Forteresse du Mont Valérien, qu'il occupe en totalité. Des centres secondaires fonctionnent à Strasbourg, Ajaccio, Rennes, Bordeaux et Marseille. Dix postes radiogoniométriques sont par ailleurs installés sur l'ensemble du territoire national. Une école d'opérateurs fonctionne en externat au Mont Valérien, avec 200 élèves, tandis que l'école d'Hauterive continue à fonctionner en internat.

En novembre 1945, moins d'un an après son installation à Paris, le GCR assure chaque jour l'écoute de 600 émissions de radiophonie en 36 langues, de 30 émissions de radiotélégraphie en 10 langues, et de 92 émissions de trafic privé ; il emploie alors 4.000

agents en France et dans le Monde, soit dix fois ce dont il disposait lors de sa création, sous l'Occupation.

Le GCR est devenu un atout majeur de la France dans la guerre électronique.

En janvier 1946 la DGER devient le Service de Documentation Extérieure et de Contre-espionnage, SDECE.

Le 4 avril 1984, le SDECE devient l'actuelle Direction Générale de la Sûreté Extérieure, DGSE.

L'histoire terrible et exemplaire du GCR et du STN

Sur les vingt sept agents du GCR et du STN arrêtés, seul Claude BERMAN réussira à s'échapper du train qui l'emène vers la déportation ; il participera ainsi à la libération de Reims avec l'Armée de Patton, puis à l'installation du nouveau GCR de la Libération à la Forteresse du Mont Valérien.

Sur les vingt six déportés en Allemagne, dix huit ne reviendront pas des prisons ou des camps.

Gabriel ROMON sera fusillé à Heilbronn en Allemagne, le 21 août 1944 ; il avait 39 ans. 23 autres membres du Réseau Alliance seront fusillés avec lui, dont René LEBRE, radio du GCR et Jean PORTENART, radio du STN ; ils avaient 23 et 26 ans. Oscar HOSCH, Joseph SINGER, René METRAT, André CHAPUIS, Louis LETAILLEUR, Maurice RIVET, Robert CAUSSAIN, François FLEURET, tous agents du GCR, ainsi que Alfred DUGAS, Hugues MONCLIN et André CHANSON, membres du STN, seront assassinés dans leurs prisons alors qu'ils étaient encore en attente de jugement, ou mourront dans l'enfer des camps de concentration nazis. François FLEURET a 20 ans lorsqu'il disparaît le 10 mars 1945 au camp de Neuengamme ; il sera ainsi le plus jeune des martyrs du GCR et du STN.

Quant à Paul LABAT, leur chef à tous, il sera emmené au sinistre camp de Natzweiler-Struthof. Il ne lui sera même pas accordé de faire face à sa propre mort : c'est d'une balle dans la nuque qu'il sera abattu, comme un chien, le premier septembre 1944. Il avait 44 ans. Les nazis jetteront ensuite son corps au feu avec ceux de dizaines d'autres prisonniers exterminés de la même façon, dont 2 agents du GCR, Émile GLEVAREC et Louis LOUYS et un radio du STN, Roger DELILLE, tous trois membres également du Réseau Alliance. Ils étaient âgés respectivement de 25, 31 et 27 ans.

Raymond ROBERT sera tué au combat lors d'un engagement de son maquis le 27 mars 1944 à Quissac dans le Gard ; il avait 42 ans. René ZECHT, tombé dans une embuscade tendue à son maquis, sera fusillé à Villeneuve sur Ain le 13 juin 1944 ; il avait 41 ans.

C'est donc 20 agents du GCR et du STN qui auront trouvé la mort dans la Résistance, sur un total de 56 Morts pour la France que déplorera l'ensemble de l'Arme des Transmissions à la Libération : c'est ce qui fait du GCR l'organisme des Transmissions qui aura été, de très loin, le plus touché par la répression nazie. Le SRST et le SEM seront également durement frappés. Marien LESCHI sera libéré du camp de Dora, mais beaucoup d'autres ne survivront pas, tel André MESNIER qui mourra à Dachau ; il avait 40 ans.

L'histoire terrible et exemplaire du GCR nous rappelle qu'il y a eu dans notre pays d'autres résistances aux nazis que celles de la France Libre et des FTP. Il s'est trouvé, notamment, des soldats de l'Armée française battue et des opérateurs radio civils qui n'ont pas cessé une minute de préparer la libération de la Patrie. Ils ont résisté dès le premier jour de l'Occupation, là où ils se trouvaient, avec les moyens qu'ils ont pu se procurer. Dans son bureau de directeur du Centre d'Hauterive, de 1940 à 1943, mon père avait affiché ce vers d'Edmond Rostand : « C'est la nuit qu'il est beau de croire à la lumière ».

Tout au long de cette interminable nuit de l'occupation nazie, ces résistants ont voulu en effet croire au retour de la liberté et sa lumière a bien finalement illuminé toutes les villes et tous les villages de France après les débarquements de Normandie et de Provence.

Beaucoup l'ont payé de leur vie.

Un devoir de mémoire encore balbutiant 65 ans après

Une cérémonie à la mémoire des résistants du GCR s'est déroulée le 25 juin 2007 en présence du Sous-préfet de Vichy, avec la pose d'une Plaque commémorative sur le fronton du Château des cours, siège du GCR sous l'Occupation.

Une cérémonie à la mémoire du Commandant Gabriel ROMON s'est déroulée le 12 décembre 2008, avec la pose d'une plaque commémorative devant le 86 route de Thiers à Saint-Yorre, là où il résidait avec sa famille sous l'Occupation, et où la Gestapo est venue l'arrêter, à cette même date, 65 ans auparavant.

Beaucoup s'étonneront qu'il ait fallu attendre plus de 62 ans après la victoire des Alliés sur l'Allemagne nazie pour que soit organisée la première de ces cérémonies commémoratives. Le journal La Montagne titrait, en effet, l'article qu'il consacrait à la cérémonie du 25 juin 2007 à Hauterive : « Le devoir de mémoire enfin gravé ».

Des commémorations avaient cependant déjà eu lieu. Un an tout juste après la capitulation nazie, le 12 mai 1946, Victor GERBEAU, maire de Saint-Yorre, a rebaptisé l'une des principales artères de la ville, rue du Commandant ROMON.

De même, c'est dès le 25 juin 1946 que la municipalité de Montargis, dans le Loiret, décida de rebaptiser la route Chrétienne en avenue des Colonels MESNIER et ROMON.

En 1947, les anciens du Réseau Alliance éditent un livre mémorial en souvenir de leurs compagnons Morts pour la France, dont de nombreux membres du GCR et du STN.

Une stèle à la mémoire de René LEBRE a été dressée près de Bouillargues, et une autre, en l'honneur de Louis LETAILLEUR, à Boulogne sur mer.

Une plaque commémorative des 56 martyrs de la Résistance des Transmissions, dont 19 agents du GCR et du STN, a été apposée à l'Hôtel National des Invalides lors de la Prise d'Armes du 9 novembre 1947. Cette plaque se trouve maintenant au Musée du 8^{ème} Régiment de Transmissions, à la Forteresse du Mont Valérien.

Le 18 mars 1948, le Général Koenig, Commandant en chef de l'Armée française en Allemagne, a inauguré le Centre des Transmissions de Mayence, baptisé « Centre Lieutenant-colonel ROMON ».

En 1998, l'Association X-Résistance réalise la première des expositions itinérantes « Les polytechniciens dans la Résistance » qui voyage encore aujourd'hui à travers toute la France. Les polytechniciens du GCR y sont évoqués à la fois en tant qu'officiers de l'Armée d'activé passés à la Résistance et en tant qu'ingénieurs faisant de la résistance au sein des PTT.

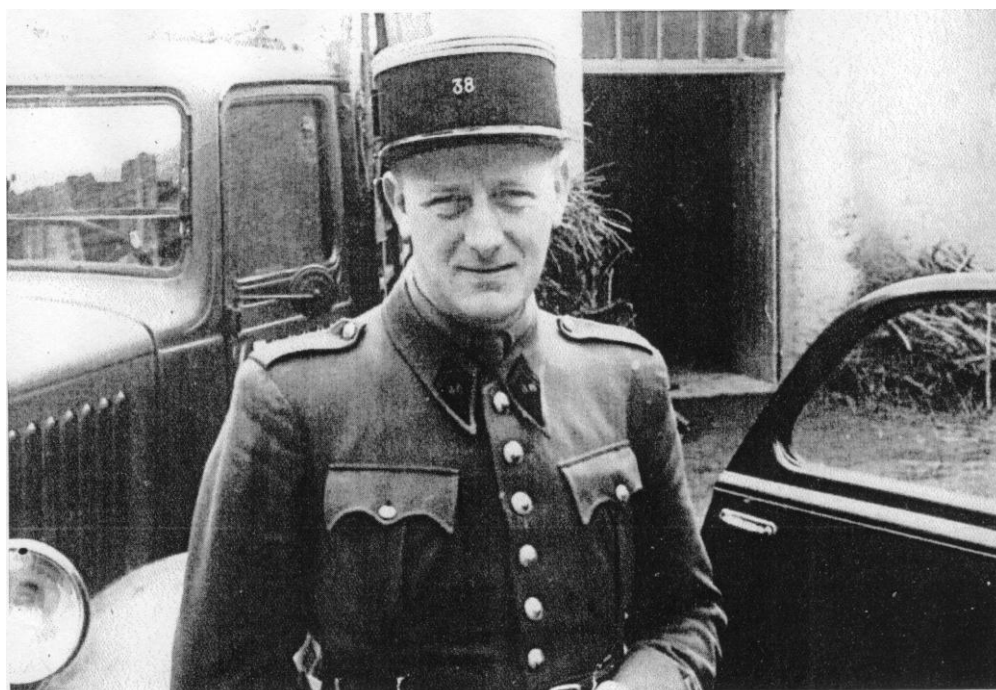
Mais en dehors de ces lieux où ils ont vécu et de ces cercles auxquels ils appartenaient, qui se souvient encore des résistants du GCR et du STN ? Pourquoi a-t-il fallu attendre mars 2008 pour que les noms de Paul LABAT et de Gabriel ROMON apparaissent dans un magazine grand public, avec l'article que l'historien Remi KAUFFER a consacré dans Historia à « cette forme particulière de la résistance, infiltrée dans les rouages de Vichy » ?

L'épopée, extraordinaire, du GCR est ignorée. Dans la conscience collective française, la Résistance reste représentée quasi exclusivement par la France libre d'un côté et par les maquisards FTP de l'autre. Pourtant, le GCR et le STN sont bien un exemple d'une résistance institutionnelle qui s'est constituée au sein de l'Armée dès le lendemain de l'Armistice de juin 1940 (il y en a eu d'autres) et qui a donné naissance, ensuite, à un réseau de résistance clandestin.

François ROMON, septembre – décembre 2009



Le commandant Paul LABAT à Geaune (Landes) le 14 juillet 1940
[*La liaison des Transmissions*, Septembre-octobre 1969, n° 59]



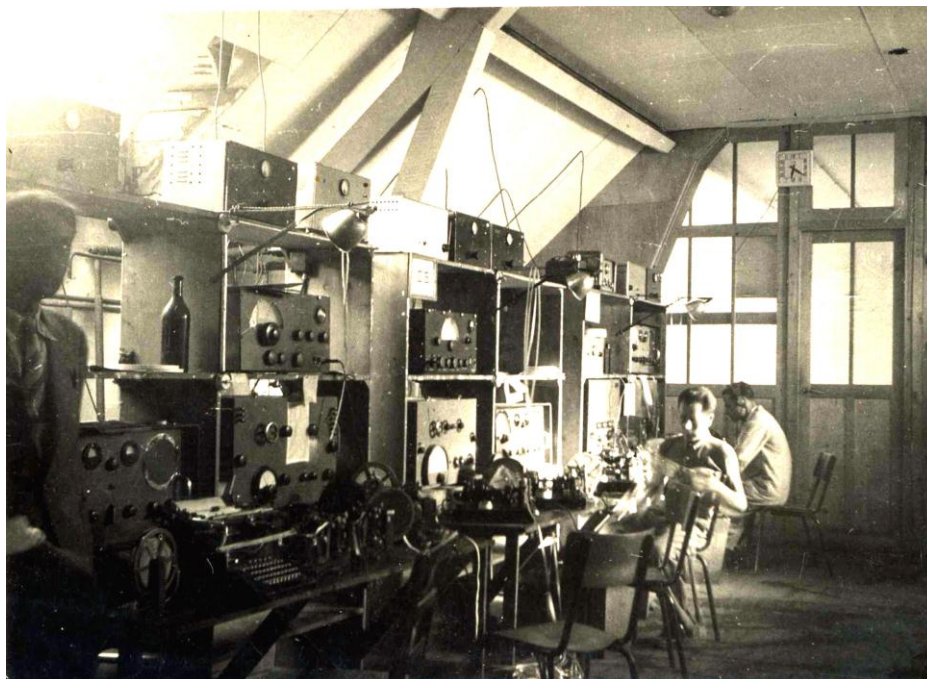
Le capitaine Gabriel ROMON au 38^{ème} RG à Montargis (Loiret), en 1939
[Archives Famille ROMON]



Le commandant André MESNIER à la Direction des Services de l'Armistice, en 1941
[Agenda des Transmissions, 2009]



Le général Marien LESCHI à son bureau de Directeur technique de l'ORTF, en 1971
[*La liaison des Transmissions*, Numéro spécial Marien LESCHI, Janvier 1972, n° 73]



Les écoutes au GCR d'Hauterive (Allier), en 1941
[Archives Roger RICHARD]



Les écoutes au GCR de Bouillargues (Gard), en 1944
[Archives Roger ORDAN]